

Section de la Manche : déclaration liminaire au CSAL du 07/11/2023

Monsieur le Président,

Le contexte dans lequel s'ouvre ce CSAL est d'une violence extrême. **Solidaires Finances Publiques 50** condamne avec force et avec la plus grande détermination les crimes de guerre sur la bande de GAZA et en Israël contre des civils désarmés, y compris des enfants. Rien ne peut justifier de tels crimes.

Sur notre territoire, l'assassinat du professeur Dominique Bernard à Arras, ainsi que les 2 personnes blessées dans l'enceinte d'un lycée nous mettent dans l'effroi face à cette escalade de la violence. **Solidaires Finances Publiques 50** condamne cet acte odieux et apporte sa solidarité à la famille et à ses collègues, mais aussi à tous les personnels de l'Éducation Nationale pris pour cible au nom d'un terrorisme religieux.

Notre monde va mal et il y a urgence à reconstruire un monde de paix, de justice et de solidarités. Plus que jamais, les peuples citoyens doivent réaffirmer avec force leur attachement aux libertés, sans jamais transiger face à ceux qui prônent la haine et la division. L'État, au travers de ses services publics, doit être un acteur majeur de cet attachement aux libertés et à l'unité.

Malgré cette période terrible, notre devoir de représentants des personnels est de revenir sur les réalités de notre administration, sur les exigences que nous, et les citoyennes et citoyens ont face à elle.

Parfois taxé d'alarmiste ou encore accusé de rapporter des propos anxiogènes, Solidaires Finances Publiques a au cours des dernières années régulièrement dénoncé la dégradation des conditions de vie au travail, le rythme trop soutenu des différentes réformes, la réduction des effectifs au nom de l'exemplarité.

Même notre directeur général a reconnu sur Ulysse la dégradation des différents indicateurs de l'observatoire interne, également démontrée dans le tableau de bord de la veille sociale local.

Bien que le panel soit restreint (et il a lieu de se questionner sur les motifs de la non-participation des agents), les résultats de cette étude qualitative de l'IFOP, rendue en juillet 2023 sont parlants et font écho aux résultats de l'observatoire interne et aux alertes que nous faisons auprès de la Direction générale depuis trop longtemps.

Une fois encore le constat est sans appel :

- perte de confiance en nos dirigeants ;
- perte de sens du travail ;
- perte de culture commune ;
- augmentation de la charge de travail ;
- insécurité des agents sur leur avenir professionnel ;
- difficultés dans l'exercice des missions ;
- mal être des agents tous grades confondus...

Il n'est pas certain que la présentation du Cadre d'Objectifs et de Moyens 2023-2027 et les nouvelles évolutions de la DGFIP soient de nature à rassurer les agents, qui n'aspirent qu'à une pause, le temps de s'approprier les nouveautés législatives, applicatives et organisationnelles.

Ce CSAL se tient dans un contexte économique et social complexe avec les sujets de pouvoir d'achat, d'évolution de la rémunération avec la notion de mérite en filigrane.

La journée de mobilisation inter-professionnelle du 13 octobre a de nouveau montré l'importance des questions de salaires et de reconnaissance des personnels dans un climat d'inflation et de difficultés majeures pour toutes et tous. La signature massive en cours de la pétition unitaire « nous sommes la DGFIP » souligne l'importance de ces questions alors que des négociations difficiles sont en cours actuellement dans notre administration.

Les négociations salariales n'évoluent pas dans le sens attendu par les agents.

Pour preuve, s'il en était besoin, cette annonce d'une prime GMBI, attribuée à moins d'un agent sur 5. Les organisations syndicales demandaient un montant socle pour toutes et tous, avec une possibilité de majoration sur une mission plus impactante que d'autres. Tous les agents de la DGFIP se démènent tous les jours avec moins de moyens pour atteindre des objectifs ou satisfaire à des indicateurs.

Voilà l'avenir de la DGFIP, des primes calculées selon le niveau de difficultés créées par l'ignorance et l'impréparation de ceux qui nous dirigent : la prime galère !

Les SIP entre autres, ont été fortement impactés par la campagne GMBI, précédée par la campagne prime carburant, concomitante avec la campagne IR et le renfort téléphonique des centres de contact, suivi du même délestage pour la campagne des avis de taxes foncières. Vous avez vous-même, M Le Président du CSAL, reconnu que les SIP n'avaient plus de temps de respiration.

Quand un hasard de calendrier vient à donner du temps de repos aux agents, vous trouvez le moyen de nous retirer ce temps libre. Vous nous imposez des contraintes que vous avez vous-même fixées en référence aux consignes de la direction générale. Le 8 mai demeurera le jour de la victoire des alliés, le 9 mai restera le jour de l'Ascension. Comment pouvez-vous au regard des efforts et des engagements, refuser aux collègues qui maintiennent à bout de bras la qualité du service public ce jour de repos le 10 mai ? Qui devront faire face à la fermeture des écoles ce jour-là ?

Vous allez certainement argumenter de la notion de continuité du service public alors que tout le long de l'année, les sites des finances publics sont fermés au moins une fois en semaine !

Nous vous en proposons donc :

- fermeture le 10 mai avec jour donné par la DDFIP pour bons et loyaux services et,
- report du dépôt des déclarations des revenus de quelques jours pour compenser, puisque c'est le cœur du problème.

Il y a toujours des solutions et comme disent les Shadoks : « s'il n'y a pas de solution, c'est qu'il n'y a pas de problème ! ».

Solidaires FP 50 vous demande de revoir votre proposition et de la soumettre au vote de cette instance.